

CE QUI SE CACHE SOUS TERRE

Ce rapport est basé sur une enquête commune menée par Global Witness, Der Spiegel et Mediapart, en liaison avec le réseau médiatique European Investigative Collaborations (EIC).

FEVRIER 2020



Une enquête révèle comment un des hommes les plus riches d'Afrique a obtenu dans des circonstances douteuses un projet pétrolier associé aux dirigeants corrompus de la République du Congo, mettant ainsi en danger des tourbières forestières reconnues comme régulateurs clé du climat mondial.

- Notre enquête révèle que des comptes bancaires français de sociétés appartenant à Claude Wilfrid Etoka, qui a écarté un rival afin de prendre le contrôle du gisement pétrolier de Ngoki, ont été clos car identifiés comme potentiellement exposés à un risque de corruption.
- La quasi-totalité d'une étude d'impact environnemental a été réalisée avant que les tourbières n'aient été découvertes, et aucune analyse des risques posés à ces tourbières par des activités de forage n'a été effectuée ; cette étude est donc inutilisable aux fins prévues.
- Certains éléments semblent démontrer que les réserves de pétrole auraient été largement exagérées et qu'elles pourraient tout simplement ne pas être économiquement viables.

INTRODUCTION

On ne peut qu'être surpris par la présence d'une plateforme pétrolière au bord de la Likouala-aux-Herbes, cette rivière qui traverse les savanes inondables et forêts marécageuses avant de se jeter dans le fleuve Congo. Il s'agit d'une zone arpentée par des éléphants de forêt et des gorilles de plaine, deux espèces menacées, et qu'un guide touristique décrit comme étant « *de loin l'une des régions les plus sauvages et les plus reculées de la planète* ». Les dirigeants de la République du Congo affirment que sous les eaux sombres de ce site idyllique, sur lesquelles

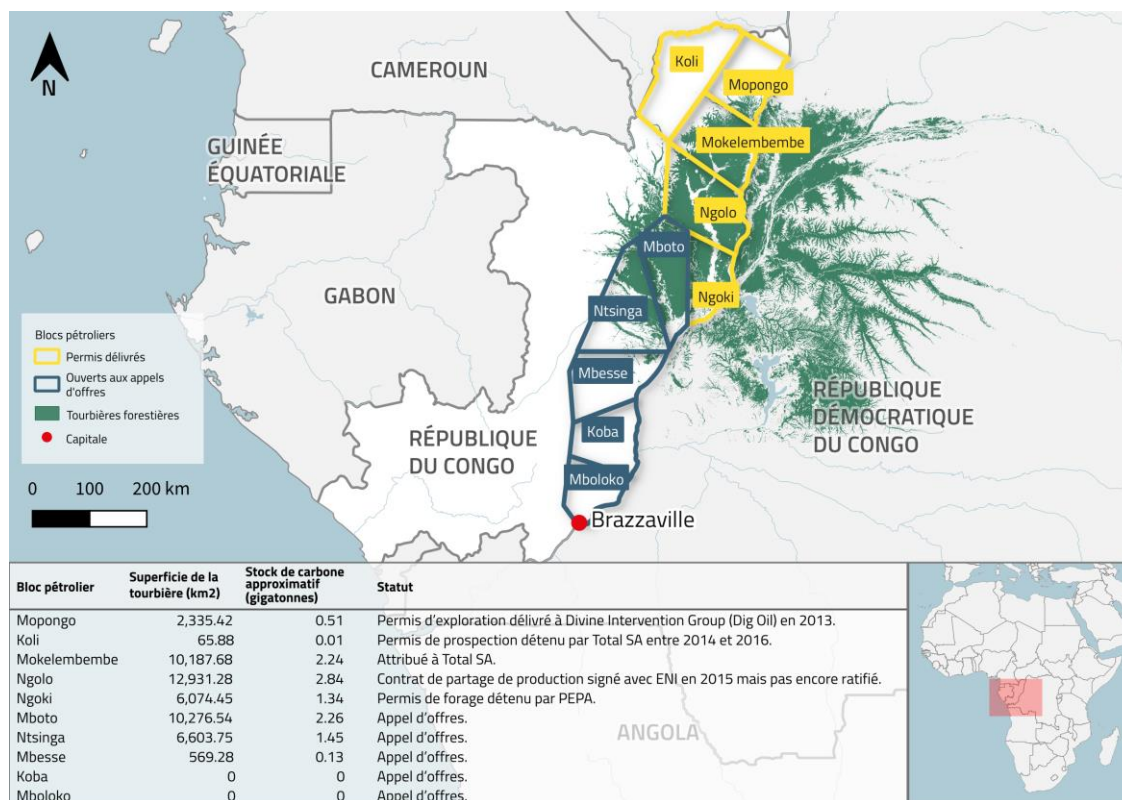


Des scientifiques ont découvert de vastes tourbières dans le Bassin du Congo. © Kevin McElvaney / Greenpeace

circulent des pêcheurs en pirogue, se trouvent de vastes réserves de pétrole qui permettront d'attirer des investissements internationaux et métamorphoseront la situation financière de ce pays criblé de dettes.

Mais une enquête de grande ampleur menée par Global Witness, Mediapart et Der Spiegel, et consacrée au bloc pétrolier de Ngoki (qui signifie « crocodile » en lingala, la langue locale) apportent un nouvel éclairage sur ce projet pétrolier. Global Witness est en mesure de révéler de sérieux risques de corruption et l'inadéquation des études environnementales réalisées, et de démontrer que les annonces de considérables réserves de pétrole semblent tout aussi creuses. Une production pétrolière dans cette région serait non seulement néfaste pour l'environnement, mais il représenterait un investissement aussi dangereux que les crocodiles qui habitent ces eaux.

La Cuvette centrale est une vaste zone de forêts et de marécages en plein cœur du bassin du Congo. Elle joue un rôle critique pour la biodiversité et le climat mondial, faisant partie intégrante de la deuxième plus vaste forêt humide tropicale du monde. En 2014, des scientifiques britanniques et congolaises ont fait



Blocs pétroliers de la Cuvette en République du Congo et tourbières (données relatives aux tourbières tirées de <https://congopeat.net/maps>) © Global Witness

une découverte saisissante : la région abrite aussi les plus importantes tourbières tropicales du monde.¹ Les tourbières du bassin du Congo sont cruciales pour la lutte mondiale contre le changement climatique. D'après les estimations, elles stockeraient 30 milliards de tonnes de carbone, soit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de combustibles fossiles.² Si cette région venait à être pleinement exploitée par des compagnies pétrolières, une grande partie des tourbières devrait être drainée pour aménager des routes et d'autres infrastructures³. La Cuvette constitue de fait l'une des plus importantes bombes à retardement de la planète en termes de carbone.

La région est également l'une des dernières au monde à avoir été découvertes à des fins d'exploration pétrolière. Les gouvernements de la République du Congo et de la République démocratique du Congo ont tous les deux signé différents accords d'exploration avec de grandes compagnies pétrolières dans la Cuvette. Jusqu'à

présent, l'extrême isolement de la région couplée à une conjoncture économique difficile au Congo ont fait que les réserves de pétrole du pays sont restées en grande partie indéterminées et inexplorées. Le gouvernement congolais souhaite développer le secteur pétrolier dans cette région depuis longtemps. L'année 2019 a d'ailleurs été marquée par le lancement régulier d'appels d'offres invitant de nouveaux investisseurs pétroliers pour cette zone.⁴

UNE « DÉCOUVERTE » PÉTROLIÈRE STUPÉFIANTE

En août 2019, des dignitaires se sont réunis à Oyo, la paisible ville natale du Président Sassou-Nguesso, pour écouter l'annonce d'une gigantesque découverte de pétrole⁵. Le gisement Ngoki permettrait de quadrupler la production pétrolière du pays⁶, faisant de la région de la Cuvette une zone pétrolière indéniable.

Quelques jours plus tard, le Président Sassou-Nguesso claironnait la nouvelle de cette découverte lors d'une allocution télévisée à la nation, affirmant : « *Notre pays n'a jamais enfreint l'obligation de protéger les tourbières dans ses zones lacustres. Il n'a nullement l'intention de le faire à l'avenir* » Et ce, alors que « *les contreparties financières ... continuent à se faire attendre* », a-t-il précisé. Le président a tenu à souligner que Ngoki ne se trouvait pas sur des terres de tourbières mais en « *périphérie* », insistant sur le fait que des « *innovations* » permettraient au pétrole d'être produit de manière à « *limiter l'impact sur l'environnement* ». ⁷



Claude Wilfrid Etoka – l'actionnaire majoritaire du projet de Ngoki. © Léonard Pongo / DER SPIEGEL

Trois semaines plus tard, le Président Sassou-Nguesso se rendait à Paris pour rencontrer le Président français Emmanuel Macron et signer un accord de 65 millions de dollars visant la protection des forêts et des tourbières de la République du Congo, dans le cadre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) ⁸. CAFI est soutenu par des bailleurs de fonds dont la Norvège, la France et l'Allemagne. Cette visite a défrayé la chronique, Sassou-Nguesso s'étant rendu à cette réunion sur le climat en jet privé loué pour 456 000 euros, d'après les estimations. ⁹

Pourtant, l'accord n'a pas exclu la possibilité de lancer des activités pétrolières ou minières dans les zones de tourbières du Congo, se contentant de leur affecter un « *statut juridique spécial* » d'ici 2025. ¹⁰ Les bailleurs du Congo ne se sont manifestement pas grandement soucié de la menace posée par une exploration pétrolière dans la Cuvette.

UNE HISTOIRE DE FAMILLE ?

La découverte de ce gisement a été annoncée par une compagnie congolaise privée, Petroleum Exploration and Production Africa (PEPA). Cette enquête révèle que PEPA entretient des liens étroits avec la famille du Président Sassou-Nguesso. Un document daté de 2018 consulté par Global Witness précise que le directeur général de PEPA est un certain Cyr Nguesso. D'après des sources locales, il s'agit d'un neveu du Président Sassou-Nguesso – le fils de son frère aîné, qualifié par les médias de « *patriarche du clan [Sassou-Nguesso]* ». Dans une lettre adressée à Global Witness, le propriétaire de PEPA a déclaré que Cyr Nguesso avait été choisi comme directeur général à la suite d'une "sélection rigoureuse" et sur la base de sa "riche expérience" dans le secteur pétrolier.

Ajoutons que le président du conseil d'administration de PEPA, et vraisemblablement son principal actionnaire, est Claude Wilfrid « Willy » Etoka, un homme d'affaires congolais très en vue. Forbes décrit M. Etoka comme la dixième personne la plus riche d'Afrique francophone avec une fortune qui dépasse les 500 millions de dollars américains ¹¹, à la tête d'un empire commercial reposant sur une multitude d'entreprises au Congo, en Suisse, à Chypre, dans les îles Vierges britanniques et au Maroc. Il serait un proche associé du Président Sassou-Nguesso, et on le voit souvent en photo en compagnie de Denis Christel Sassou-Nguesso, le controversé fils du président qui a joué un rôle central dans certains des scandales de corruption les plus tristement célèbres du Congo. ¹² Ces liens apparents avec la famille présidentielle

pourraient représenter un sérieux conflit d'intérêts, dans la mesure où M. Etoka pourrait bénéficier d'une situation privilégiée pour obtenir des contrats pétroliers publics.

L'une des personnes au courant du projet Ngoki est Loïk Le Floch-Prigent, l'ancien PDG d'Elf, le géant pétrolier français, incarcéré en 2003 pour son rôle dans la tristement célèbre « affaire Elf ». Celle-ci a été décrite par le quotidien britannique The Guardian comme étant « *sans doute le plus gros scandale financier d'une démocratie occidentale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale* »¹³. M. Le Floch-Prigent travaillait alors comme consultant dans le projet Ngoki avant que Willy Etoka n'en prenne le contrôle. Il a déclaré à Global Witness que M. Etoka « *travaille avec Denis-Christel Sassou Nguesso* ». Et d'ajouter : « *Ce qui est réalisé [à Ngoki] est placé sous la tutelle de M. Etoka, et donc de Denis-Christel Sassou Nguesso.* »

Willy Etoka nie entretenir des relations financières directes avec le président congolais ou son fils. « *J'ai des liens d'amitié avec la famille Nguesso, c'est certain* », a-t-il indiqué en 2015, « *mais aucune relation d'affaires.* »¹⁴

Ces relations avec l'État semblent néanmoins profondément ancrées. A y regarder de plus près, on découvre que l'empire de Willy Etoka – qui couvre le secteur pétrolier, l'agro-industrie et l'industrie manufacturière – a été établi à travers une multitude de contrats juteux passés avec l'État congolais. Eco-Oil Energy, sa société agro-industrielle, exploite 50 000 hectares de plantations d'huile de palme précédemment gérées par des entreprises publiques.¹⁵ En 2015, le gouvernement congolais a également confié à une autre société de M. Etoka, Congo Capital Enterprises, la mission de privatiser 46 entreprises publiques de divers secteurs allant de l'exploitation forestière à l'énergie hydroélectrique, et de servir d'intermédiaire auprès d'investisseurs internationaux¹⁶. Dernièrement, il a signé un accord de joint-venture avec le ministère congolais de

l'Agriculture et un investisseur chinois afin de monter une usine de tracteurs.¹⁷

M. Etoka a déclaré à Global Witness que ces privatisations s'étaient déroulées dans le contexte de la défaillance d'un grand nombre d'entreprises publiques congolaises et des pressions exercées par le Fonds monétaire international (FMI) pour privatiser ces entreprises. Il a affirmé que ses entreprises s'étaient beaucoup investies dans ces initiatives et avaient contribué à créer des milliers d'emplois. L'achat de plantations par Eco-Oil s'est déroulé d'une manière parfaitement conforme au droit congolais, a-t-il indiqué.

Les hydrocarbures en Congo : une histoire marquée par des scandales

De grandes compagnies mondiales ont été entraînées dans divers scandales de corruption à grand retentissement qui ont frappé le controversé secteur pétrolier congolais.

- > **L'affaire Elf.** Le procès de l'un des plus importants scandales de corruption qu'ait connus la France a pris fin en 2003. Il a mis en évidence un système instauré par la compagnie pétrolière publique française afin de verser des millions de dollars de pots-de-vin à des pays d'Afrique où Elf menait des opérations pétrolières, y compris en République du Congo.¹⁸
- > **Gunvor.** Un procès tenu en Suisse en 2019 a révélé que le géant du négoce des matières premières Gunvor s'était abstenu d'empêcher ses employés de verser des pots-de-vin pour obtenir des contrats pétroliers en République du Congo et en Côte d'Ivoire. Gunvor a été sommé de verser près de 94 millions de francs suisses (94,8 millions USD).¹⁹
- > **ENI.** La grande compagnie pétrolière italienne fait l'objet d'une enquête de corruption menée par les autorités italiennes concernant des accords signés par sa filiale congolaise avec le

ministère congolais des Hydrocarbures. ENI nie avoir pris part à de quelconques agissements illicites. L'enquête est en cours.²⁰

Mais M. Etoka doit la majeure partie de sa fortune à un autre projet tributaire de l'État : son entreprise de négoce pétrolier SARPD Oil. Celle-ci a trouvé un rôle lucratif en tant qu'intermédiaire entre la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC, la compagnie pétrolière publique congolaise) et des négociants en pétrole internationaux de premier plan. Le FMI a prévenu l'année dernière qu'un « *manque de transparence en ce qui concerne les activités de négoce du pétrole de l'entreprise [SNPC]* » faisait courir un risque de corruption.²¹

SARPD Oil a affirmé contrôler 60 % des importations congolaises de combustibles.²² D'après Willy Etoka lui-même, le développement de son empire dans le secteur du négoce pétrolier a grandement reposé sur les crédits que lui ont accordés des banques européennes. Cette enquête révèle cependant qu'en 2015, son plus important créancier, la banque française BNP Paribas, semble avoir décidé que les affaires de Willy Etoka représentaient un risque de corruption trop élevé. La banque a apparemment décidé de mettre fin à ses relations avec SARPD Oil en raison des liens d'amitié étroits existant entre M. Etoka et l'épouse du président congolais. Par ailleurs, la banque s'est aussi inquiétée que le choix de la SNPC de faire appel à la SARPD Oil plutôt que d'autres fournisseurs pétroliers pour lui confier un rôle d'intermédiaire fort convoité n'avait fait l'objet d'« aucune transparence ». Enfin, la banque s'est aussi inquiétée de la marge bénéficiaire de 11,4 % réalisée par SARPD Oil pour son rôle d'intermédiaire entre la compagnie pétrolière d'État et les négociants internationaux était « élevée par rapport à la valeur ajoutée fournies » par SARPD Oil.

M. Etoka a déclaré à Global Witness dans une lettre que la décision de BNP Paribas de mettre fin à ses relations avec SARPD Oil faisait partie

Installations pétrolières, Pointe Noire, Congo © Samir Tounsi via Getty images



d'un examen plus large par la banque de ses relations avec les entreprises de matières premières, en réponse aux sanctions américaines. Il a déclaré que les bénéfices de SARPD Oil provenant du commerce de carburant avec le Congo ont été réalisés en "toute transparence" et ne représentaient que 18 % des ventes de la société. Il a ajouté que SARPD Oil a été sélectionnée par la SNPC conformément à la réglementation en vigueur en 2005, avant que Denis Christel Sassou-Nguesso ne prenne ses fonctions au sein de la compagnie pétrolière nationale. BNP Paribas n'a fait aucun commentaire.

Des dossiers et autres documents des tribunaux britanniques déposés auprès de Companies House montrent que l'un des négociants internationaux à entretenir des relations d'affaires avec SARPD Oil était Glencore, qui expédiait des hydrocarbures depuis le Congo et y renvoyait du pétrole raffiné. Si rien ne suggère que les transactions de Glencore avec SARPD Oil aient été questionnables, Global Witness a exposé à maintes reprises ce géant des matières premières pour son recours à des intermédiaires douteux dans le but de conclure des accords vraisemblablement corrompus à travers le monde. En République démocratique du Congo (RDC), la société a traité avec Dan Gertler, un proche du président de la RDC, Joseph Kabila. Depuis, M. Gertler a été frappé par des sanctions

aux États-Unis, et ses transactions sont susceptibles d'avoir dépossédé la population de la RDC d'au moins 1,5 milliard de dollars.²³ Entretiens, au Brésil, Global Witness a signalé que Glencore aurait versé à des fonctionnaires de la compagnie pétrolière d'État Petrobras des pots-de-vin montant à 4,1 millions de dollars, y compris à travers des intermédiaires faisant partie des personnalités les plus impliquées dans l'emblématique scandale « Lava Jato » (lavage express) qui a frappé ce pays.²⁴ C'est peut-être la raison pour laquelle, en juin 2019, Bloomberg signalait que Glencore cesserait d'utiliser un grand nombre de ses « *agents et négociateurs* » du fait de « *pressions exercées par son service conformité* »²⁵. Glencore a toujours soutenu qu'elle appliquait une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et qu'elle n'emploierait jamais sciemment des intermédiaires corrompus. Le négociant en matières premières a refusé d'émettre des commentaires lorsque Global Witness l'a interrogé sur ses liens avec SARPD Oil.

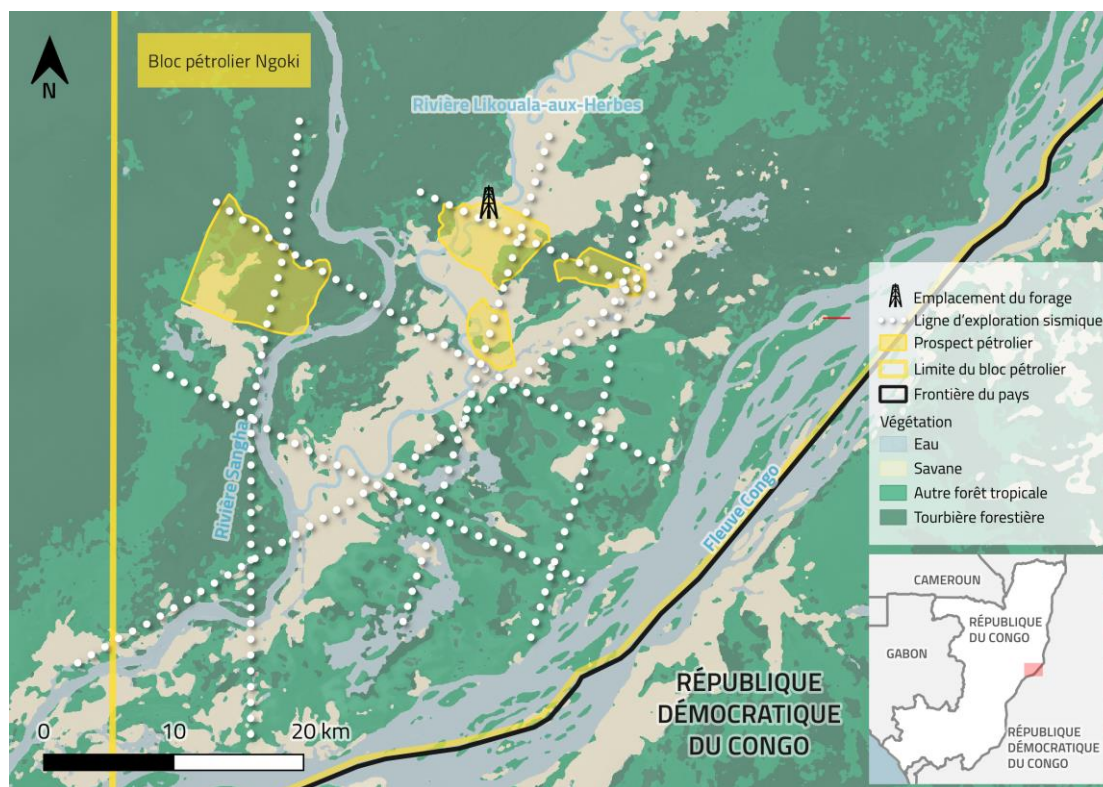
SARPD Oil est également actionnaire de la société Consortium SNAT SA, une joint-venture établi avec la compagnie pétrolière étatique SNPC pour la distribution de pétrole au Congo. SNAT est l'un des partenaires du projet pétrolier Ngoki.²⁶ Qui plus est, les statuts de la société ont été signés par le fils du président, Denis Christel Sassou-Nguesso, pour le compte de la SNPC en 2013 – alors qu'il était directeur adjoint de la SNPC et chargé de ses intérêts dans le secteur pétrolier aval. Voilà donc un lien supplémentaire entre M. Etoke, le projet Ngoki et la famille présidentielle.

Avec des parts dans SNAT, il est clair que M. Etoke entretient des relations d'affaires peu glorieuses. Les autres actionnaires de SNAT comprennent notamment une société congolaise sujette à polémique, Africa Oil and Gas Corporation (AOGC). Tout comme SARPD, AOGC a agi en tant qu'intermédiaire entre la compagnie pétrolière d'État SNPC et des négociants pétroliers internationaux.²⁷ AOGC a été citée dans des enquêtes de corruption aussi bien au Royaume-

Uni qu'en Italie et accusée d'avoir effectué des paiements à des entreprises détenues par Denis Christel Sassou-Nguesso et réglé le solde de ses cartes de crédit²⁸. AOGC a été fondée et vraisemblablement contrôlée par Denis Gokana, ancien responsable de la SNPC et conseiller de la Présidence pour les affaires pétrolières. En 2019, Global Witness a mis en évidence des conflits d'intérêts entre le rôle public de Gokana et les licences pétrolières attribuées à AOGC.²⁹ M. Etoke a déclaré à Global Witness que la relation entre la SARPD Oil et l'AOGC était "strictement commerciale et ne devrait pas faire l'objet d'une insinuation de corruption". L'AOGC n'a pas répondu à notre demande de commentaires.

Des membres de la famille Nguesso ont été cités dans une série de scandales de corruption. En septembre 2019, la République de Saint-Marin a confisqué 19 millions d'euros détenus dans des comptes bancaires contrôlés par le président suite à une enquête de blanchiment de capitaux. Ces comptes auraient servi à financer de luxueux achats, dont celui de chaussures en peau de crocodile d'une valeur de 114 000 euros.³⁰ En 2019, Global Witness a mis en évidence des transactions présentant toutes les caractéristiques d'affaires de corruption, à travers lesquelles les enfants du président, Denis Christel et Claudia Sassou-Nguesso, auraient à eux deux détourné environ 70 millions de dollars américains de fonds publics.³¹ Un porte-parole du gouvernement congolais a rejeté ces allégations, les qualifiant de « *fake news* ». Les services de police français, portugais et italien ont également ouvert des enquêtes sur une corruption de haut niveau ou des affaires de blanchiment d'argent en République du Congo. Aucun membre de la famille Sassou-Nguesso n'a donné suite aux multiples communications que lui a adressées Global Witness en présentant les différentes allégations contenues dans ce rapport.

Au minimum, les nombreux liens entre le projet Ngoki et Etoke et la famille présidentielle – plus le fait que les comptes bancaires d'Etoke ont été clos par BNP Paribas – devraient sérieusement



Bloc Ngoki – emplacement des activités pétrolières et des tourbières forestières (données relatives aux tourbières tirées des <https://congopeat.net/maps>) © Global Witness

donner matière à réflexion aux investisseurs potentiels. Ces investisseurs pourraient risquer un contrôle de la part des régulateurs s'ils soutenaient le projet pétrolier Ngoki.

DES TOURBIÈRES EN PERIL

En septembre 2019, la ministre congolaise de l'Environnement Arlette Soudan-Nonault a balayé du revers de la main toute préoccupation relative aux impacts environnementaux d'un forage à Ngoki. Elle a ainsi déclaré au Monde que cela « n'est pas dans les tourbières ». ³² Le gouvernement congolais a également promis que le forage se ferait de manière à avoir un impact limité sur l'environnement. Mais en analysant les cartes les plus avancées des tourbières existantes, Global Witness a calculé que le bloc pétrolier de Ngoki pourrait au total abriter plus de 6 000 kilomètres carrés de tourbières riches en carbone, ³³ soit une zone représentant le double de la superficie du Luxembourg. Ces tourbières renfermeraient, d'après les estimations, 1,34 gigatonne de

carbone – soit plus que les émissions annuelles du Japon si elles étaient toutes rejetées. ³⁴ L'impact exact que l'exploration pétrolière pourrait avoir sur cet écosystème fragile n'a pas été évalué. Mais une étude historique consacrée en 2019 aux tourbières congolaises lançait un avertissement quant aux « risques que des déversements de pétrole et d'eaux usées dégradent l'écologie des tourbières », ainsi qu'à la possibilité que les routes d'accès et oléoducs contribuent à la déforestation et à l'assèchement des tourbières. ³⁵

Global Witness a analysé des documents relatifs aux activités d'exploration et découvert que les tourbières étaient effectivement menacées par les pires impacts du forage pétrolier, guère d'efforts conséquents n'étant consentis pour les préserver :

- L'étude d'impact environnemental (EIE) des projets de forage des puits du permis Ngoki n'analyse aucunement l'impact potentiel du forage sur les tourbières,

observant uniquement que « des études approfondies sur les tourbières dans la zone du permis Ngoki»³⁶ étaient nécessaires. L'EIE est donc complètement inutilisable. En outre, Global Witness a appris que cette EIE s'appuyait sur des études menées en 2013 – *avant* la découverte des tourbières du bassin du Congo par des scientifiques en 2014.

- Les rapports d'exploration consultés par Global Witness ont permis d'identifier quatre prospects à Ngoki lors d'études sismiques menées en 2008 et 2009 là où le forage aurait lieu (voir fig. 2). Un prospect pétrolier est un réservoir souterrain potentiel dont les géologues estiment qu'il pourrait contenir des hydrocarbures. Deux de ces quatre prospects se trouvent directement *sur* des zones de tourbières sensibles. Cela vient directement contredire les propos de la ministre congolaise de l'Environnement. Un forage dans ces zones pourrait nécessiter de drainer et de détruire la tourbe, et entraîner des dégâts du fait de déversements de pétrole.



Les tourbières du Congo contiennent de larges stocks de carbone. © Kevin McElvaney / Greenpeace

- Le site des rives de la Likouala-aux-Herbes où des activités de forage ont déjà eu lieu ne se trouve pas directement sur des tourbières. Cependant, des données scientifiques suggèrent que le puits est entouré d'importants gisements de tourbe au nord-ouest et au sud-est. Ceux-ci se trouvent à environ trois kilomètres du gisement pétrolier, sur une rivière reliée aux tourbières. Le risque que celles-ci soient exposées à des déversements de pétrole ou à une pollution par les eaux usées, ou endommagées par l'infrastructure, ne semble pas avoir été étudié.

La société civile congolaise a aussi exprimé des préoccupations. En août 2019, d'éminents activistes de la société civile congolaise ont signé une lettre ouverte faisant part de leurs doutes quant au projet pétrolier. Ils questionnent notamment comment « cette exploitation pourrait épargner ces riches tourbières et permettre au pays de tenir ses engagements climatiques, lorsqu'on connaît l'expérience du Congo en matière de gouvernance ».

M. Etoka a déclaré à Global Witness : « Comparativement au Bassin côtier qui présente à divers endroits, des traces de pollution marine, les travaux d'exploration pétrolière dans le Bassin de la Cuvette ne présentent aucun risque de perturbation environnementale.

Le Président de la République du Congo qui est porteur du dossier de protection du Bassin du Congo, ne nous aurait pas autorisés à entreprendre la prospection pétrolière dans cette zone, si de tels risques étaient mis en évidence. »

M. Etoka a également rappelé que les travaux d'exploration avaient été précédés de l'EIE, laquelle avait été approuvée par le ministère congolais de l'Environnement, et que le champ Ngoki était « hors » de la zone des tourbières.

L'Initiative pour la forêt de l'Afrique

centrale ne protège pas les tourbières de l'exploration pétrolière

En septembre 2019, le Président Sassou-Nguesso a rencontré Emmanuel Macron à Paris pour signer un accord de 65 millions de dollars américains destiné à protéger les forêts et les tourbières du bassin du Congo. Cet accord s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), financée par des donateurs dont la Norvège, l'UE, la France et l'Allemagne.³⁷ Les objectifs de ce financement ont été précisés dans une « Lettre d'intention » devant minimiser l'impact de l'extraction pétrolière sur les forêts et les tourbières de la République du Congo. Mais un examen plus approfondi révèle que les standards convenus sont extrêmement faibles. Loin d'exclure l'extraction de pétrole dans les zones de tourbières, la République du Congo ne s'engage qu'à produire « *des orientations et des normes* » relatives à la réduction de l'impact des projets pétroliers et miniers sur l'espace forestier ou de tourbière d'ici 2025. Un « *statut juridique spécial* » sera assigné à la zone de tourbières « *permettant de les protéger et gérer durablement* » – mais pas avant 2025.³⁸

Cette réponse pourrait être trop faible et trop tardive pour empêcher les compagnies pétrolières de détruire cette zone de tourbière.

UNE TOILE DE FOND TROUBLANTE

Global Witness a également retracé l'historique du bloc Ngoki en examinant des données d'exploration non publiées et en consultant des sources fiables pour évaluer la crédibilité des propos relatifs à une énorme découverte de pétrole. Les résultats de ces travaux sont une autre source de préoccupation.

Toute une ribambelle de personnages hauts en couleur s'est disputé les droits d'exploitation du pétrole dans le bloc Ngoki. En 2006, la compagnie pétrolière d'État congolaise, la SNPC, a signé un

contrat de partage de production pour Ngoki avec Pilatus Energy, société appartenant à Abbas Al Yousef, homme d'affaires émirati et ancien pilote de l'armée de l'air. Al Yousef aurait commencé en tant qu'intermédiaire dans des contrats controversés de ventes d'armes, amassant une fortune après avoir facilité des ventes d'armes et d'avions à des entreprises en Europe et au Moyen-Orient. Des journalistes d'investigation du Spiegel et Mediapart ont établi un lien entre les commissions versées à Al Yousef par des sociétés d'armement et des pots-de-vin payés dans des pays comme l'Égypte – ce que nie Al Yousef.³⁹ Le collaborateur d'Al Yousef au Congo était l'ancien patron d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, dont il a déjà été question ci-dessus, et qui était alors sorti de prison.

En 2008, Le Floch-Prigent et Al Yousef ont lancé des travaux de prospection à Ngoki, effectuant une exploration sismique pendant la brève saison sèche, dans cette région inondée une grande partie de l'année. Ce partenariat allait par la suite prendre une tournure des plus étranges après que des escrocs, se faisant passer pour des membres de la famille du défunt président ivoirien, ont réussi à voler à Al Yousef près de 50 millions de dollars. En 2012, Le Floch-Prigent était arrêté et incarcéré pendant cinq mois dans une prison togolaise, accusé d'avoir aidé ces escrocs – ce qu'il a toujours nié. Al Yousef avait déjà englouti plus de 60 millions de dollars dans le projet pétrolier. Son empire sombrant dans des difficultés financières de plus en plus graves, Pilatus Energy a été contraint de chercher un partenaire d'investissement.

Arrive alors Willy Etoke. Promettant de payer les dettes grandissantes du projet, il rejoint le projet en 2013, et PEPA est créée. Cette nouvelle compagnie était détenue conjointement par la société Pilatus d'Al Yousef (70 % des parts) et la société SARPD Oil de M. Etoke (30 % des parts). Une source proche de Pilatus a confié à Global Witness qu'au moment de l'acquisition de ces parts, M. Etoke avait tout simplement pris le contrôle de la compagnie, et que M. Al Yousef

avait cessé d'être invité à tous les conseils d'administration, et ce, alors qu'il aurait continué de détenir une majorité des parts. En 2016, Willy Etoka détenait plus de 99 % des parts du PEPA. Une source proche de M. Al Yousef insiste sur le fait qu'il n'a jamais reçu de paiement en contrepartie. Les tentatives ultérieures de Pilatus pour contester le processus devant les tribunaux congolais n'ont pas abouti. Pilatus a ensuite tenté de poursuivre devant les tribunaux congolais cette prise de contrôle, en vain. M. Etoka exerçait désormais un contrôle total sur le projet Ngoki. Dans un secteur qui a beau ne pas être réputé pour sa transparence et son fair-play, cette saga parvient à susciter une grande désapprobation. Cette histoire plutôt trouble pourrait être un signal de plus pour dissuader les investisseurs potentiels.

M. Etoka a déclaré à Global Witness que sa prise de contrôle de PEPA avait été faite pour « booster » cette entreprise chancelante, qui pâtissait de l'incapacité de M. Al Yousef à injecter des capitaux dans le projet. Le transfert d'actions a été autorisé par le tribunal de commerce de la République du Congo, a-t-il précisé. M. Al Yousef n'a pas répondu aux demandes de renseignements que Global Witness lui a adressées.

UNE DECOUVERTE DE PETROLE QUI POSE QUESTION

Nous allons le voir, toutes ces machinations pourraient fort avoir été vaines. La conclusion de cette série singulière d'événements pourrait révéler que Ngoki ne renfermerait finalement pas assez de pétrole pour être économiquement viable. L'annonce fracassante faite par le Congo a suscité un profond scepticisme dans de nombreux milieux. Un expert en hydrocarbures a qualifié de « ridicules » les propos de PEPA relatifs aux 359 millions de barils de pétrole que ce gisement pourrait renfermer et aux 900 000 barils qui pourraient y être produits chaque jour. D'autres se demandent comment les grandes

compagnies pétrolières auraient bien pu passer à côté d'un gisement aussi riche.⁴⁰

Des documents consultés par Global Witness suggèrent fortement que la production de pétrole dans cette région pourrait finalement ne pas être viable. Ces documents montrent que Total et Shell ont toutes les deux rejeté des opportunités d'investir dans le projet pétrolier de Ngoki en 2015 après avoir vu les résultats d'une étude sismique. Dans une correspondance consultée par Global Witness, un responsable de l'exploration pour Shell fondait cette décision sur le fait que les éventuels gisements de pétrole étaient susceptibles d'être « de taille modeste » et que, « étant donné le risque de surface et les défis opérationnels que présente cette zone, il faudrait que la 'récompense' soit vraiment substantielle ».

Global Witness a également analysé les études sismiques et chimiques faites à Ngoki avant 2015 par le prédécesseur de PEPA, Pilatus Energy. Celles-ci sèment aussi un doute sur la crédibilité des propos du Congo relatifs à une découverte d'huile majeure, et plus spécifiquement au nombre annoncé de 359 millions de barils. Un géologue possédant une vaste expérience du secteur pétrolier a confié à Global Witness que d'après les travaux exploratoires réalisés à ce jour, il serait impossible d'affirmer avec certitude que le bassin renferme des quantités significatives de pétrole et de gaz. Les études – une étude sismique en 2D conjuguée aux résultats d'un puits d'exploration – sont tout



La famille présidentielle du Congo a fait l'objet d'une série de scandales. © JEWEL SAMAD/AFP via Getty Images

bonnement insuffisantes pour prouver qu'il existe des gisements de pétrole et de gaz et quelle pourrait en être l'ampleur.

Loïk Le Floch-Prigent a déclaré à Global Witness : « C'est un domaine que j'ai examiné et sur la base de l'exploration qui a été faite, cela n'est absolument pas possible d'évaluer la taille des réserves. Ça n'a pas de valeur scientifique ou technique. »

M. Etoke a démenti avoir voulu induire les investisseurs en erreur concernant la découverte de pétrole, précisant que les déclarations de sa compagnie s'appuyaient sur « des données fiables qui seront confirmées sous peu par des tests de production en cours. » Le forage, a-t-il insisté, avait mis en évidence la présence de réservoirs de pétrole de 89 m de profondeur.

Nonobstant ces réfutations, les transactions douteuses du magnat du pétrole et la gestion irresponsable des questions environnementales

par la République du Congo font qu'il est fort possible que tout investissement pétrolier dans la Cuvette se solde par des actifs irrécupérables, rendus non rentables à mesure que le monde progresse vers une économie sobre en carbone. Le gouvernement congolais espère peut-être malgré tout que la « découverte » de Ngoki attire de très nombreux investisseurs dans la région. Seuls les investisseurs les plus téméraires braveront ces préjudices environnementaux passablement conjugués à une teinte de corruption.

La version française est une traduction du document original en anglais. Cette traduction ne peut être utilisée qu'à titre de référence. En cas de divergence entre la version française et la version originale anglaise, la version anglaise fait foi.

Les géants pétroliers dans la Cuvette centrale

Total et ENI sont les seules grandes compagnies pétrolières associées à des activités d'exploration dans cette région. Total ne semble pas avoir entrepris de travaux exploratoires, mais son PDG a récemment déclaré que la compagnie était prête à les démarrer. Total est associée à un bloc pétrolier situé dans la Cuvette au nord de Ngoki, appelé Mokelebembe, du nom d'une créature mythique semblable à un dinosaure dont l'existence est signalée par les « Pygmées » Bayaka autochtones de la région. Contacté par Mediapart, Total a affirmé avoir reçu l'attribution du bloc Mokelebembe par les autorités congolaises, avec une date d'effet au 31 décembre 2019. Total a précisé qu'elle avait parfaitement conscience du fait que cette région est sensible sur le plan écologique et qu'elle « *agirait avec prudence* », en réalisant des études complètes d'impact environnemental.⁴¹ Ce bloc abrite plus de 10 000 kilomètres carrés d'écosystème de tourbières tropicales. Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, a évoqué la présence de pétrole dans la région avec le Président Sassou-Nguesso lors d'une réunion à Paris en septembre 2019. À l'issue de cette entrevue, M. Pouyanné a déclaré à des journalistes que sa compagnie était disposée à réaliser des études sismiques dans la Cuvette pour « *aider le Congo à valoriser ses ressources* ».⁴²

Total a également détenu un permis de prospection pour une zone appelée Koli, qui chevauche le parc national de Noubale-Ndoki ; il s'agit là d'une zone de 4 000 kilomètres carrés de forêts tropicales contiguës, de faible altitude, qui seraient le meilleur exemple d'écosystème forestier intact à subsister dans le bassin du Congo. Ce permis a expiré en 2016. Total a précisé à Global Witness ne pas être en pourparlers au sujet de Koli. Entre-temps, ENI, la compagnie pétrolière publique italienne, a convenu d'un accord de partage de production pour un bloc pétrolier du nom de Ngolo en 2015, même si cet

accord n'a pas encore été ratifié. D'après les estimations, ce bloc abriterait 12 000 kilomètres carrés de tourbières forestières. ENI a fait savoir à Global Witness qu'à ce jour, elle n'avait pas réalisé d'activités d'exploration dans ce bloc.

Total et ENI sont appuyées par des investisseurs tels que le Crédit Agricole, Barclays, JP Morgan et BNP Paribas.⁴³ Ces banques sont actuellement sous haute surveillance en raison de leurs investissements dans les énergies fossiles, et certaines ont adopté des politiques régissant des zones sensibles comme l'Arctique. Mais peu d'entre elles ont exclu la possibilité de financer des activités d'exploration pétrolière dans des forêts et des zones de tourbières critiques pour le climat. La politique du Crédit Agricole en matière d'investissements pétroliers, par exemple, exclut l'octroi de prêts à des projets situés dans « *des zones humides couvertes par la Convention Ramsar* », un accord international dont l'objectif est de protéger certaines zones dont les tourbières du Congo.⁴⁴

Si de nouveaux gisements pétroliers comme ceux-ci sont ouverts, il sera impossible de remplir les objectifs de l'Accord de Paris en matière d'émissions mondiales⁴⁵ et d'éviter les impacts plus ravageurs du changement climatique. Les éventuels investisseurs risquent ainsi de se retrouver avec des « actifs irrécupérables » qui ne procurent aucun bénéfice à l'heure où la planète entière cherche à réduire son bilan carbone. Les gisements pétroliers qui se situent dans des régions sensibles sur le plan environnemental et difficiles en termes de logistique comme la Cuvette Centrale présentent encore plus de risques. Si ENI ou Total décide d'y lancer des travaux d'exploration, leurs financeurs pourraient finir par soutenir des projets qui portent atteinte à certaines des forêts tropicales les plus importantes pour la régulation du climat mondial.

Le Crédit Agricole a précisé que, si ENI et Total font partie de ses clients, il ne fournissait pas de financement dédié à un projet spécifique d'exploration pétrolière dans la Cuvette Centrale. Barclays, BNP Paribas et JP Morgan n'ont émis aucun commentaire.

RECOMMANDATIONS

- > Les grandes compagnies pétrolières, en particulier Total et ENI, devraient déclarer publiquement qu'elles n'investiront pas dans des activités d'exploration pétrolière aussi bien dans les tourbières du bassin du Congo qu'à proximité de celles-ci, pour des raisons environnementales.
- > Les banques françaises devraient rendre compte des risques associés au financement ou à la fourniture de services financiers à des aménagements industriels dans les tourbières du Congo ou à proximité de celles-ci en vertu de leur Plan de vigilance 2020, rendre compte du processus de diligence raisonnée en vigueur et identifier les risques et les mesures d'atténuation destinées à les prévenir.
- > Dans le cadre des contrôles relatifs au respect de la Loi sur le devoir de vigilance, le gouvernement français devrait veiller à ce que

les entreprises, y compris les groupes bailleurs, soient tenues de rendre compte de toute implication dans des projets susceptibles d'endommager les forêts tropicales primaires, les zones humides critiques ou les zones de tourbières.

- > Les banques devraient exclure l'octroi de prêts à tout nouveau projet pétrolier et gazier, en particulier à ceux qui menacent d'impacter les puits de carbone que sont les forêts tropicales, les zones humides critiques et les zones de tourbières.
- > Les donateurs de CAFI, dont la Norvège, la France, l'Allemagne et l'UE, devraient de toute urgence exiger l'arrêt de tout projet pétrolier, minier ou agro-industriel dans les zones de tourbières de la République du Congo ou à proximité de celles-ci jusqu'à l'attribution d'un statut juridique spécial de protection.

> L'UE devrait adopter une législation exigeant de l'ensemble des entreprises et financeurs qu'ils prennent des mesures de diligence raisonnée, qu'ils les respectent et qu'ils en rendent compte afin d'identifier, d'atténuer et de prévenir les risques posés à l'environnement et aux droits humains en lien avec leurs opérations et investissements.

ENDNOTES

- ¹ BBC, Colossal peat bog discovered in Congo, 27 May 2014, <https://www.bbc.co.uk/news/science-environment-27492949>
- ² Dargie, G.C., Lewis, S.L., Lawson, I.T., Mitchard, E.T.A., Bocko, Y.E., Ifo, S.A. 2017. Age, extent and carbon storage of the central Congo Basin peatland complex. *Nature*. <https://congopeat.net/publications/>
- ³ Dargie, G.C., Lawson, I.T., Rayden, T.J., Miles, L., Mitchard, E.T.A., Page, S.E., Bocko, Y.E., Ifo, S.A., Lewis, S.L. 2018. Congo Basin peatlands: threats and conservation priorities. *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*. <https://congopeat.net/publications/>
- ⁴ Congo Licensing Round <https://www.congomhc.com/>
- ⁵ Le Monde, Découverte de pétrole onshore au Congo, 12 August 2019. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/12/decoouverte-de-petrole-onshore-au-congo_5498706_3212.html
- ⁶ Reuters, Congo Republic oil find could quadruple national output: company, 12 August 2019. <https://www.reuters.com/article/us-congorepublic-oil/congo-republic-oil-find-could-quadruple-national-output-company-idUSKCN1V21Q1>
- ⁷ Message du président de la République du Congo à l'occasion de la célébration du 59ème anniversaire de l'indépendance_ <https://lesechos-congobrazza.com/politique/6208-congo-message-du-president-de-la-republique-a-l-occasion-de-la-celebration-du-59eme-anniversaire-de-l-independance>
- ⁸ CAFI, 65 million agreement for R. Congo forest signed in Paris, <https://www.cafi.org/content/cafi/en/home/all-news/republic-of-congo-and-cafi-sign-65-million-dollars-letter-of-int.html>
- ⁹ Le Figaro, Sassou vient discuter environnement à Paris à bord d'un luxueux avion de ligne privé, 3 September, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/sassou-vient-discuter-environnement-a-paris-a-bord-d-un-luxeux-avion-de-ligne-prive-20190903>
- ¹⁰ CAFI letter of Intent <https://www.cafi.org/content/dam/cafi/docs/RoC%20documents/Letter%20of%20Intent/Letter%20of%20Intent%20-%20CAFI%20Republic%20of%20Congo%20-%20ENG.pdf>
- ¹¹ <https://afrique.latribune.fr/les-exclusifs/cercle-de-pouvoir/2019-11-12/classement-forbes-des-milliardaires-africains-francophones-willy-etoka-dans-le-top-10-832859.html>
- ¹² Par exemple: Global Witness, Sassou-Nguesso's Laundromat, part II, 2019. <https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/corruption-and-money-laundering/sassou-nguessos-laundromat-a-congolese-state-affair-part-ii/>
- ¹³ The Guardian, France pursues bigger picture in Elf scandal, 2 June 2001 <https://www.theguardian.com/world/2001/jun/02/jonhenley>
- ¹⁴ Jeune Afrique, Ces traders africains qui comptent, 20 July 2015. <https://www.jeuneafrique.com/231562/economie/ces-traders-africains-qui-comptent/>
- ¹⁵ Site web de la société <http://ecooilenergy.com/apropos.php#contexte>
- ¹⁶ L'Economiste, Le Congo Brazzaville courtise les investisseurs marocains, 11 November 2015. <https://www.leconomiste.com/article/979954-le-congo-brazzaville-courtise-les-investisseurs-marocains>
- ¹⁷ https://www.panapress.com/accord-de-partenariat-entre-la-s-a_630605469-lang1-free_news.html
- ¹⁸ Global Witness, Time for Transparency, 2004. https://www.globalwitness.org/documents/17833/time_for_transparency.pdf
- ¹⁹ Reuters, Gunvor must pay \$95 million for Congo oil corruption: Swiss prosecutors, 17 October 2019. <https://uk.reuters.com/article/us-gunvor-grp-congo-corruption/gunvor-must-pay-95-million-for-congo-oil-corruption-swiss-prosecutors-idUKKBN1WW0Z9>
- ²⁰ Global Witness, The Spotlight Sharpens, 2019. <https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/oil-gas-and-mining/spotlight-sharpens/>
- ²¹ IMF, Republic of Congo staff report, July 2019. <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2019/1COGEA2019001.ashx>
- ²² <https://www.jeuneafrique.com/231562/economie/ces-traders-africains-qui-comptent/>
- ²³ Global Witness, Out of Africa, 2016. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/democratic-republic-congo/out-of-africa/>
- ²⁴ Global Witness, Friends in low places, 2018. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/friends-low-places/>
- ²⁵ Bloomberg, Glencore shuts out intermediaries and dealmakers as scrutiny grows. July 2019 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-06-25/glencore-cuts-out-intermediaries-as-trading-giant-faces-scrutiny>
- ²⁶ Website of Ngoki oil project: <http://www.ledeltadelacuvette.com/expertise/>
- ²⁷ Global Witness, The Riddle of the Sphinx, 2005. <https://www.globalwitness.org/documents/14816/the%20riddle%20of%20the%20sphinx.doc>
- ²⁸ Global Witness, A Dud Deal, 2019, page 11. https://www.globalwitness.org/documents/19626/A_Dud_Deal_briefing_FINAL.pdf
- ²⁹ Global Witness, The Spotlight Sharpens, 2019. <https://www.globalwitness.org/en-gb/press-releases/conflict-interest-eni-congo-oil/>
- ³⁰ Telegraph, San Marino seizes \$19m from Congo dictator who spent \$100,000 on crocodile shoes, 12 September 2019. <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/09/12/san-marino-seizes-19m-congo-dictator-spent-100000-crocodile/>
- ³¹ Global Witness, Sassou-Nguesso's laundromat – Parts I and II, 2019. <https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/corruption-and-money-laundering/sassou-nguessos-laundromat-a-congolese-state-affair-part-ii/>

gb/campaigns/corruption-and-money-laundering/sassou-nguessos-laundromat-a-congolese-state-affair-part-ii/; <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/trumps-luxury-condo-a-congolese-state-affair/>

³² Le Monde, Denis Sassou-Nguesso passe par la forêt congolaise pour revenir à l'Élysée, 4 September 2019. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/04/denis-sassou-nguesso-passe-par-la-foret-congolaise-pour-revenir-a-l-elysee_5506245_3212.html

³³ Analyse fait par Global Witness, sur base des données scientifiques: <https://congopeat.net/resources/>.

³⁴ Ibid.

³⁵ Dargie, G.C., Lawson, I.T., Rayden, T.J., Miles, L., Mitchard, E.T.A., Page, S.E., Bocko, Y.E., Ifo, S.A., Lewis, S.L. 2018. Congo Basin peatlands: threats and conservation priorities. *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*. <https://congopeat.net/publications/>

³⁶ EIE projet Ngoki : <http://www.tourisme-environnement.gouv.cg/permis-ngoki-decret-etudes-autorisation-portant-louverture-activites-de-forage-exploration-puits-departement-de-cuvette/>

³⁷ CAFI, 65 million agreement for R. Congo forest signed in Paris, September 2019. <https://www.cafi.org/content/cafi/en/home/all-news/republic-of-congo-and-cafi-sign-65-million-dollars-letter-of-int.html>

³⁸ Letter of Intent, CAFI and Republic of Congo, 2019. <https://www.cafi.org/content/dam/cafi/docs/RoC%20doc>

uments/Letter%20of%20Intent/Letter%20of%20Intent%20-%20CAFI%20Republic%20of%20Congo%20-%20ENG.pdf

³⁹ Der Spiegel, 2018 and 2019. <https://www.spiegel.de/international/germany/shadowy-tank-deal-raises-suspicion-of-corruption-a-1230679.html>; <https://www.spiegel.de/international/business/suspicion-s-of-bribery-throw-shadow-over-airbus-a-1260324.html>

⁴⁰ TV5 Monde, Pétrole au Congo : magouilles et compagnies, 22 August 2019. <https://information.tv5monde.com/info/petrole-au-congo-magouilles-et-compagnies-317190>

⁴² Le Patriote, 9 September 2019, http://www.lepatriote-congobrazza.com/pdf_month/Journal_544_20190909.pdf

⁴³ Analysis of banks' lending to Total and ENI, and underwriting their debt and equity issuances from the Bloomberg Terminal, provided by Rainforest Action Network

⁴⁴ Credit Agricole, Oil and gas sector policy. https://www.credit-agricole.com/en/content/download/173422/4083020/version/5/file/CSR-Sector-Policy_energy_oil-and-gas_2017-12_EN.pdf

⁴⁵ Global Witness, Overexposed, 2019. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/oil-gas-and-mining/overexposed/>